

11 juin 2023

(23-4690)

Page: 1/3

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires
Comité des sauvegardes**

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE
DES ARTICLES 18.5, 32.6 ET 12:6 DES ACCORDS**

JAPON

Supplément

La communication ci-après, datée du 10 juin 2023 et reçue à cette même date, est distribuée à la demande de la délégation du Japon.

Conformément à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, à l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping) et à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, le gouvernement du Japon souhaite notifier les articles pertinents de la Loi de promotion de la sécurité nationale par la mise en œuvre intégrée de mesures économiques (Loi n° 43 de 2022, promulguée le 18 mai 2022) et du Décret d'application de la Loi de promotion de la sécurité nationale par la mise en œuvre intégrée de mesures économiques (Décret du Cabinet n° 394 de 2022, promulgué le 23 décembre 2022).

La Loi figure dans la présente notification.

[Traduction provisoire]

Loi de promotion de la sécurité nationale par la mise en œuvre intégrée de mesures économiques

(Relation avec la Loi tarifaire relative à certains produits essentiels, etc.)

Article 30

1. S'il considère que, s'agissant des branches de production relevant de sa compétence administrative liées à certains produits essentiels, etc., il dispose d'éléments de preuve suffisants de l'importation d'un produit faisant l'objet d'une subvention (ce terme signifiant, dans ce paragraphe, une subvention au sens de l'article 7, paragraphe 2) de la Loi tarifaire (Loi n° 54 de 1910)) directe ou indirecte à la production ou à l'exportation dans un pays étranger et du fait que cela cause ou menace de causer un dommage important à la branche de production nationale (définie dans le présent paragraphe comme une branche productrice de produits similaires au produit subventionné importé) ou retarde sensiblement la création d'une branche de production nationale, et s'il est jugé nécessaire d'empêcher que la sécurité de la nation et de ses citoyens ne soit compromise en raison de mesures prises en dehors du Japon, le ministre compétent pourra, comme prévu par décret du Cabinet, demander au ministre dont relèvent les questions relatives à l'enquête au titre du paragraphe 6) dudit article d'ouvrir une enquête.

2. S'il considère que, s'agissant des branches de production relevant de sa compétence administrative liées à certains produits essentiels, etc., il dispose d'éléments de preuve suffisants de l'importation d'un produit faisant l'objet d'un dumping (ce terme s'entend, dans ce paragraphe, au sens de l'article 8, paragraphe 1) de la Loi tarifaire) et du fait que cela cause ou menace de causer un dommage important à la branche de production nationale (productrice de produits similaires à celui qui fait l'objet d'un dumping) ou retarde sensiblement la création d'une branche de production nationale, et s'il est jugé nécessaire d'empêcher que la sécurité de la nation et de ses citoyens ne soit compromise en raison de mesures prises en dehors du Japon, le ministre compétent pourra, comme prévu par décret du Cabinet, demander au ministre dont relèvent les questions relatives à l'enquête au titre du paragraphe 5) dudit article d'ouvrir une enquête.

3. S'il considère que, s'agissant des branches de production relevant de sa compétence administrative liées à certains produits essentiels, etc., il dispose d'éléments de preuve suffisants d'une augmentation des importations de ces produits (y compris une augmentation de la part de ces importations dans la production nationale totale) par suite de l'évolution imprévue des circonstances, y compris une baisse de prix dans un pays étranger, et du fait que l'importation d'un de ces produits cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale produisant les produits similaires ou directement concurrents, et s'il est jugé nécessaire d'empêcher que la sécurité de la nation et de ses citoyens ne soit compromise en raison de mesures prises en dehors du Japon, le ministre compétent pourra, comme prévu par décret du Cabinet, demander au ministre dont relèvent les questions relatives à l'enquête au titre de l'article 9, paragraphe 6) de la Loi tarifaire d'ouvrir une enquête.

4. S'il a demandé une enquête au titre des dispositions des trois paragraphes qui précèdent, le ministre compétent devra, lorsqu'il aura été décidé d'ouvrir une enquête, diffuser des informations résumées sur le fait que la demande a été faite et sur les faits relatifs à cette demande.

(Demandes de rapports; inspections sur place)

Article 48 (extrait)

2. Le ministre compétent pourra, dans la mesure nécessaire à l'exécution de l'article 30, paragraphes 1 à 3, demander aux personnes physiques, aux sociétés ou aux autres organisations ayant des activités de production, d'importation ou de vente de certains produits essentiels, etc. relevant de domaines de sa compétence administrative de rendre compte des questions nécessaires aux demandes d'enquêtes au titre de ces dispositions ou de présenter des documents à ce sujet.

3. Les personnes auxquelles il est demandé un compte rendu ou la présentation de documents conformément aux dispositions des deux paragraphes qui précèdent s'efforceront de satisfaire à la demande.
